

Web Action WA 13/05; AI Index EUR 63/002/2005

Start date: 04/07/05

Text in red are comments for translators – please do not translate these, but leave (in English) in the translated document so the web team can easily identify parts of the document when creating the web page.

NB: Remove ALL the text in red when entering the documents into AIDOC (including this note)

[Action title]

Srebrenica. Dix ans après, justice n'a toujours pas été rendue

[Action extract]

Dix ans après le massacre de leurs maris et de leurs fils, les femmes de Srebrenica attendent toujours que justice leur soit rendue. Passez à l'action et demandez l'arrestation des suspects mis en accusation qui sont toujours en liberté.

[Action text]

Il y a dix ans, près de 8 000 Musulmans bosniaques ont été massacrés lorsque l'enclave de Srebrenica « *sous protection* » des Nations unies est tombée aux mains des forces bosno-serbes. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (le Tribunal) a reconnu que les crimes perpétrés à Srebrenica constituaient un génocide.

Certains des auteurs de ces actes ont été poursuivis devant le Tribunal mais l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadžić, leur ancien chef militaire, Ratko Mladić, et l'ancien commandant adjoint des forces serbes de Bosnie, Zdravko Tolimir, sont toujours en liberté alors qu'ils ont été mis en accusation par le Tribunal. On pense qu'ils se trouvent soit en Serbie, soit en *Republika Srpska* (RS, République serbe), ou en Bosnie-Herzégovine.

Dix ans après le massacre de leurs maris et de leurs fils, les femmes de Srebrenica attendent toujours que ceux qui les ont tués soient déférés à la justice. Elles attendent toujours que les autorités bosno-serbes de la RS les informent de ce qui est exactement arrivé aux membres de leurs familles. La majorité d'entre elles attendent toujours que les corps de leurs proches leur soient rendus afin qu'elles puissent leur donner une sépulture.

Elles attendent toujours de pouvoir tourner cette terrible page de leur vie.

La réconciliation et une paix durable et ne seront pas possibles en ex-Yougoslavie tant que les victimes des guerres des années 1990 n'auront pas obtenu justice.

[Call to action]

Veillez écrire aux Premiers ministres de la République serbe et de la Serbie pour leur demander de procéder à l'arrestation de tous les suspects mis en accusation et de les transférer au Tribunal.

[Sample letter]

Monsieur le Premier ministre,

Je vous écris dix ans après le massacre de Srebrenica pour vous faire part de mon inquiétude au sujet de l'impunité persistante qui entoure ce crime, dont le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a reconnu qu'il constituait un génocide.

Je me félicite des récentes améliorations en matière de coopération entre les autorités de la Serbie et de la République serbe et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et en particulier du transfert à La Haye d'un certain nombre de suspects mis en accusation.

Toutefois, l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadžić, leur ancien chef militaire, Ratko Mladić, et l'ancien commandant adjoint des forces serbes de Bosnie, Zdravko Tolimir, sont toujours en liberté alors qu'ils ont été mis en accusation par le Tribunal pour des crimes commis à Srebrenica. On pense qu'ils se trouvent soit en Serbie, soit en République serbe, ou en Bosnie-Herzégovine.

Je vous demande instamment :

- de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que Ratko Mladić, Radovan Karadžić, Zdravko Tolimir et tous les autres suspects mis en accusation soient arrêtés et transférés au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.
- de veiller à ce que les autorités concernées coopèrent pleinement à toute enquête criminelle qui pourrait être ouverte en Bosnie-Herzégovine ou en Serbie-et-Monténégro sur les événements de Srebrenica.

Veillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

[Target contact details]

Premier ministre de la République serbe :

Pero Bukejlović
Vuka Karadžića 4
78000 Banja Luka
Republika Srpska
Bosnie-Herzégovine

Fax : + 387 51 331 366

Courriel : kabinet@vladars.net

Premier ministre de la Serbie-et-Monténégro :

Vojislav Koštunica

Nemanjina, 11

11000 Belgrade

Serbie-et-Monténégro

Fax : + 381 11 3617 609

Courriel : predsednikvladesrbije@srbija.sr.gov.yu

[Image caption and copyright]



Femmes de Srebrenica dont des proches ont « disparu ».

© AI

[THANK YOU TEXT]

Conformément à sa « *stratégie d'achèvement des travaux* », définie par le Conseil de sécurité des Nations unies, le Tribunal a terminé depuis la fin 2004 toutes ses enquêtes et mises en accusation pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide et doit maintenant mener à bien tous ses procès, y compris les procès en appel, d'ici à 2010.

Amnesty International pense que la réconciliation et une paix durable ne seront pas possibles en ex-Yougoslavie tant que les victimes des guerres des années 1990 n'auront pas obtenu justice. L'organisation exhorte le Conseil de sécurité des Nations unies à faire en sorte que les activités du Tribunal soient prolongées au-delà de la date limite de 2010 initialement prévue et qu'il reçoive des fonds suffisants pour accomplir efficacement son mandat.

Pour en savoir plus sur les préoccupations d'Amnesty International concernant la mise en œuvre de la « *stratégie d'achèvement des travaux* » du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, rendez-vous sur <http://web.amnesty.org/library/index/fraeur050012005>.

